

# COURIER DE BOSTON,

AFFICHES, ANNONCES, ET AVIS.

*L'Utilité des deux Mondes.*

Prix, 5 Pence.]

Du JEUDI, 25 JUIN, 1789.

[No. 10.]

## COMMERCE.

*Si l'Amérique est sage, elle rejettera la politique mesquine des nations Européennes—elle l'affranchira de toutes les entraves que lui ont suggérées les têtes étroites.*

QUE les Américains redoutent ces erreurs en impôts & en entreprises ; que pour s'en garantir, ils considèrent l'état de l'Europe. On ne s'y entend plus sur la matière des impôts ; les idées simples se perdent, deviennent impossibles à réaliser par la métaphysique qu'il faut employer pour combattre l'ignorance, les préjugés, les habitudes. Toutes les idées de justice, de propriété y sont confondues. On ne peut pas faire avancer une vérité sans avoir à chaque pas de fausses notions à combattre. L'homme instruit se lasse, se dégoûte, reste même souvent interdit, en entendant les objections engendrées par l'habitude de l'erreur. Il sent avec anxiété que les lois du bonheur ne peuvent plus s'écrire que sur des tables où il n'y ait rien à effacer. Et telle est, au moins nous aimons à le croire, la situation morale des Etats-Unis. Ils sont vierges encore, ils ne connoissent point ces institutions qui finissent par engendrer un cahos, où l'amour du bien public perd toutes ses forces.

Ce sujet est trop fécond pour s'y livrer ici. L'Amérique libre renferme des penseurs. La correspondance que nous ouvrons avec eux par cet Ouvrage, nous fera sans doute connoître jusqu'à quel point on peut y compter sur la marche des bons principes. Que leurs informations tendent sur-tout à préserver les commerçans François d'erreurs capitales dans leurs envois. Le mauvais succès, s'il les accompagnait, seroit décourageant, & les François sont aisés à se décourager.

Cependant cette légèreté, ce défaut de constance, ces fautes, diminueront à mesure que leur gouvernement s'instruira ; à mesure qu'il se fera des idées plus justes des droits de l'homme ; à mesure qu'il attachera davantage les individus par l'esprit public à la chose publique. Ils penseront alors que chacun d'eux est quelque chose, & cette idée, ce sentiment de son importance, fait seul le citoyen, & par conséquent, la prospérité & la grandeur des Etats.

La France touche au moment de voir réaliser ce beau rêve, elle touche à la création des administrations provinciales. Il va donc finir le règne de la frivolité, de cette frivolité mortelle, où le judicieux & sensible Sterne étoit loin de reconnoître ces plaisirs, cette gaieté tant vantés.

Sous l'influence salutaire de ces administrations, les établissemens de commerce seront regardés comme des patrimoines, non-seulement utiles, mais honorables à transmettre à ses enfans. Alors s'introduira l'esprit d'économie, d'ordre, de fidélité, de modération. Il est nécessaire au commerce ; ce n'est que par lui qu'il prospère, qu'il acquiert de la confiance & de la considération.

Montesquieu observe que les entreprises des négocians sont toujours nécessairement mêlées avec les affaires publiques ; mais que dans les monarchies les affaires publiques sont la plupart du tems suspectes aux marchands. Or, la prospérité, la gloire nationale dans les monarchies dépendent aussi bien du commerce que dans les autres constitutions. Les monarchies ont donc intérêt à donner aux commerçans cet espoir de prospérité qu'ils ont dans les républiques, & qui les porte avec ardeur vers toutes les entreprises.

Les administrations provinciales sont le plus sûr moyen de produire cet heureux effet. Si maintenant elles étoient établies,\* les têtes Françoises comprendroient mieux sans doute, comment il est absurde d'imaginer que les Etats-Unis n'acquitteront pas leur dette publique ; comment des républicains ne peuvent invoquer la ressource déshonorante de la banqueroute & de l'esroquerie ; comment leur esprit public, leur morale, leur intérêt s'accordent à leur faire acquitter cette dette contractée pour la cause la plus légitime & la plus honorable qui ait jamais existé ; cette dette qui d'ailleurs n'est qu'un atôme mis dans la balance avec leurs ressources immenses. Dès-lors les négocians François s'inquiéteroient moins sur la manière dont leurs marchandises leur seront payées en Amérique. Car au défaut si peu probable des productions Américaines, au défaut de métaux précieux, ils ont encore, pour dernière ressource, les papiers du Congrès, & des Etats ; papiers avantageux à acquérir par le prix auquel on les obtient, par l'intérêt qu'ils rendent, par la certitude qu'ils seront payés, & par la transmission que le commerce peut en faire, en conséquence, aux capitalistes Hollandois, à qui les papiers du monde entier deviennent nécessaires, dès qu'ils méritent confiance.

Nous venons de parler de métaux précieux. Les Américains libres sont voisins des régions qui les produisent. Ces régions sont le séjour de l'indolence & de la paresse, qui ne dispensent pas des besoins. Là on ne peut donner que quelques dépouilles d'animaux & des métaux contre les subsistances qu'on n'a pas le courage de faire naître, contre les nécessités qu'on trouve plus commode de payer avec de l'or, qu'avec son propre travail. Les Américains libres deviendront des facteurs placés avantageusement entre les manufactures Européennes, & les habitans des régions condamnées par la nature à la production stérile de métaux. Toute la puissance Espagnole ne l'empêchera pas, elle ne doit pas même l'entreprendre. Nouvelle considération qui, promettant aux François ce solde en or si follement ambitionné, doit les encourager à préparer leurs relations commerciales avec les Etats-Unis.

Le lord Sheffield, toujours enthousiaste de son système favori, le monopole national, n'annonce que

\* Elles le sont—le Roi vient de le promettre.

ruine aux autres nations qui entreprendront de commercer avec les Etats-Unis. Il atténue d'un côté les objets qu'on peut recevoir d'eux en échange, pour exagérer les besoins qu'ils ont de crédit, & de l'autre il déclare les commerçans Anglois seuls capables de faire aux Américains libres le crédit dont ces derniers ne peuvent se passer. La fausseté solide & constante de pourvoir aux besoins de l'Amérique, de recevoir ses produits, d'attendre ses convenances, appartient, dit ce lord, à nos marchands, exclusivement à ceux des autres nations. Si nous pouvons, continue-t-il, nous préserver d'une précipitation funeste, nous apprendrons, à notre grande satisfaction, que notre industrie rencontrera peu de compétiteurs dans les marchés d'Amérique.

Son patriotisme l'égare ici sans doute ; il n'a réfléchi ni sur les moyens des Etats-Unis pour se passer toujours mieux de crédit, ni sur ceux de la France pour se mettre en état d'en faire.

Les administrations provinciales feront naître en France les caisses d'escompte. Toute ville commerçante ou manufacturière jouira de cet avantage, dès qu'elle pourra en avoir une, sans craindre les contrariétés du monopole. Ces caisses s'appliqueront immédiatement à faciliter le commerce, à aider les manufactures, à répandre, en un mot, un crédit sûr, peu coûteux, dirigé par de bons principes. Car les administrations provinciales y feront régner l'esprit public, elles éloigneront sur-tout cette influence de la capitale, où l'expérience vient de prouver bien victorieusement, qu'autant ces établissemens sont utiles, lorsqu'ils favorisent une industrie vraiment productive, autant ils sont pernicieux, lorsqu'ils ne servent qu'à favoriser le jeu stérile & corrupteur de la cupidité. †

† Combien il faut se défier des comparaisons ! C'est la banque de Londres qui a créé la caisse d'escompte de Paris ; & Paris & Londres se ressemblent encore moins que les constitutions Française & Britanique.

#### *Continuation des Travaux du Congrès.*

LUNDI, 8 Juin.

M. Goodhue présenta une pétition de M. Nicolas Pike, de Newbury-Port, suppliant qu'il lui soit accordé le privilège exclusif, de vendre le *système complet d'arithmétique*, dont il est auteur.

A la motion, il fut voté, que les différentes pétitions des artistes, ouvriers, &c. fussent transmises au sénat.



M. Madison, conformément à la notice qu'il en avoit donnée, proposa, que la chambre se formât en comité, pour prendre connoissance des amendemens, &c.

M. Smith s'y opposa ; il mit sous les yeux de la chambre, les objets importans qui demandoient son attention, et proposa qu'il fût nommé un comité particulier, pour s'occuper des amendemens proposés par les différens états,—afin que la chambre pût reprendre le revenu.

M. Jackson seconda l'opposition de M. Smith, et fit voir, par de nouveaux raisonnemens, qu'il étoit improprie de penser aux corrections, avant de s'être assuré si elles étoient nécessaires.

Plusieurs membres s'opposèrent à ce que l'on s'occupât des amendemens.

M. Madison se leva et observa, " il y a déjà quelques semaines que cette question se diffère de jour en jour ; les membres doivent y avoir réfléchi. Si on la remet davantage, on croira avoir sujet de supposer que le Congrès ne veut plus y penser—cette motion nous est suggérée de toutes parts. Son admission tranquillifera les esprits. Je ne voudrois pourtant pas que l'on entrât dans un examen profond pour le moment."—Enfin, M. M. renouvelloit sa motion.

M. Sherman répliqua, que cette mesure alarmeroit plus de personnes qu'elle n'en tranquilliferoit. Il étoit d'avis que, la nécessité des amendemens seroit bien mieux indiquée, par les défauts que l'expérience pourroit faire voir dans la constitution.

On reçut un message du sénat, informant qu'il concouroit à la motion du 28, que chaque membre reçût gratis, les journaux de l'ancien Congrès.

M. White observa que le sujet des amendemens étoit de la plus grande importance—que la chambre ne pouvoit en différer l'examen—que quoique presque tous les Etats avoient ratifié la constitution, il étoit clair que la majeure partie du peuple demandoit des changemens.

M. Smith proposa qu'il fût nommé un comité, pour s'occuper de cet objet.

M. Page opinait à ce que la chambre se formât en comité, pour s'en occuper.

M. Vinning s'y opposa, pour plusieurs raisons—la nécessité de s'occuper du fisc, du système judiciaire—de les finir avant de passer à la discussion des amendemens—peut-être, ajouta M. V. trouvera-t-on dans

le système judiciaire, de quoi remédier à beaucoup d'abus dont on se plaint. D'ailleurs, je crois qu'il est nécessaire de savoir si les deux tiers du sénat sont d'accord à en commencer la discussion. Je suis pleinement persuadé que rien ne peut décider les qualités de la constitution, que l'expérience. Le peuple attend avec impatience les opérations du gouvernement. Qu'a fait le Congrès jusqu'ici ? a-t'il passé une loi fiscale ? ne nous échappe-t-elle pas tous les jours des mains ? n'est-il pas de la plus grande importance de terminer ce système ? ne nous embarassons pas la tête, en proposant des questions importantes les unes après les autres, sans en finir aucune ! Cette méthode ne peut qu'embarasser l'esprit, et le rendre incapable de s'occuper pleinement d'un sujet. J'espère Messieurs que la chambre ne se formera pas en comité, sur ce sujet.

M. Madison changea sa motion pour celle d'un comité *choisi*.—Il ajouta qu'il seroit nécessaire que le Congrès donnât quelque attention à cet objet pour le présent, ne seroit-ce qu'un jour, pour faire voir que les partisans de la constitution, sont aussi jaloux de la liberté du peuple, que ceux qui s'y sont opposés—J'ai lieu de croire, continua M. M. que cette mesure auroit un effet favorable, sur les Etats de la Caroline sept. et de Rhode-Island, et leur accession à la nouvelle constitution est un objet désirable—Elle les induiroit à redevenir branches de la même famille. M. M. entra dans un détail des amendemens à adopter.

M. Jackson combattit la motion de M. M.—Il s'opposa à un comité particulier, comme étant dérogame à la considération qui étoit due aux états qui étoient en faveur des amendemens.

M. Gerry parla aussi à l'appui de M. J. alors M. Madison se leva, retira sa motion, et introduisit un arrêté, comprenant un nombre de changemens à incorporer à la constitution.

Plusieurs membres s'opposèrent à l'examen de cet arrêté. M. Lawrence fit la motion qu'il fût soumis à l'examen de la chambre. Cette motion subit quelques débats, après quoi elle passa à l'affirmative.

MARDI, 9 Juin.

Il fut voté, que la chambre se formât en comité, d'aujourd'hui en quinze jours, pour prendre connoissance du rapport du comité, concernant le mode à recevoir pour l'enregistrement, attestation, &c. &c. des actes du Congrès.

On proposa de changer la règle de la chambre, qui

enjoint une division de la chambre en cas de doute, et que l'on y substituât que les membres pour l'affirmative se tinssent de bout, à leurs places, jusqu'à ce que les voix fussent comptées. Cette motion fut reçue.

Alors la chambre reprit, en comité, le bill de perception, sur les ports de décharge.

Avant qu'il fût fait aucune nomination, il fut proposé que les rives, baies, rivières, *creeks*, et havres fussent partagés en autant de districts, qu'il y avoit de ports d'entrée, dans les E. U. Cette motion passa.

Il fut proposé d'insérer une clause, qui obligerait les capitaines de navires, chargés de marchandises, et allant dans les Etats-unis, de ports étrangers, de produire les manifestes en duplicata, de leurs chargemens, à tout officier de la douane qui le requerrait, avant d'entrer dans les ports de leur destination. Cette motion donna lieu à de longues discussions—Elle fut retirée.

Il fut voté, qu'il soit nommé un collecteur, un officier naval, et un inspecteur pour chacun des ports suivans, savoir, Boston, New-York, Philadelphie, Baltimore, Norfolk, Portsmouth et Alexandrie (en Virginie) George-town (Maryland) Charlestown (S. C.) et Savanna.—Alors le comité se leva.

MERCREDI, 10 Juin.

En comité de la chambre, sur les réglemens du bill de perception—M. Trumbull, orateur.

A la motion de M. Madison, il fut inséré une clause qui pourroit à ce qu'il n'y ait un inspecteur qu'à chacun des ports de décharge [ports of delivery] excepté certains ports à énumérer.

La motion qui fut faite hier, d'obliger les capitaines de navires, &c. à produire leur manifestes aux officiers de la douane, fut encore présentée aujourd'hui, et elle fut reçue.

JEUDI, 11 Juin.

Sur la bill de perception.

M. Parker proposa d'insérer dans le bill, " pourvu que tous navires appartenans à un ou à plusieurs citoyens des Etats-unis, ne pourront décharger à aucun autre port que les suivans. . . .

Cette clause, sanctionnée par l'exemple des autres pays commerçans, est nécessaire, dit M. P. pour assurer aux Etats-unis, le cabotage et la perception du revenu.

Ensuite, il fut fait plusieurs autres observations.

M. Fitzsimons proposa d'ajouter à la clause, " comme aussi tous navires venant de l'Inde, de la Chine, ou autres parties au de-là du Cap, et allant aux Etats-unis, lesquels ne pourront également décharger dans d'autres ports, que les suivans, savoir—

Cette motion donna lieu à de longues discussions de part et d'autre—à la fin, elle passa.

Il fut reçu aussi plusieurs corrections sur le bill.

VENDREDI, 12 Juin.

La chambre en comité, sur le bill de perception.

Le comité continua ses travaux sur le bill, qui a fait aujourd'hui beaucoup de progrès. La discussion en fut interrompue par un message du sénat, faisant savoir à la chambre, que le sénat avoit fait quelques changemens au bill des impôts; ce bill avec ses changemens, fut alors remis à la chambre.

Le comité se leva à trois heures.

*Les Carés de Dauphiné, à leurs Confrères, les Recteurs de Bretagne.*

CONTINUATION.

Au reste, vous ne dépendez point des Nobles; vous n'en avez rien à attendre. Le seul service qu'ils vous aient rendu, est de vous avoir ravi, dans les temps d'anarchie, votre patrimoine & vos dîmes, pour les transporter aux Evêques & aux Moines, qui, depuis, les ont soigneusement conservés, en vous laissant tout le poids de la chaleur & du jour.

Sera-ce donc le Parlement de Rennes qui fera sur vous, ce que ne peuvent ni les Evêques ni les Nobles? Ici, chers Confrères, nous vous l'avouerons, nous ne concevons rien à la conduite de ce Parlement que nous nous plaçons à comparer au nôtre; nous les plaçons sur la même ligne; nous les regardions comme les plus fermes remparts de la liberté publique.

Le Parlement de Dauphiné ne nous a pas trompé; il nous sera toujours cher: il nous a tenu lieu d'Etats-Provinciaux pendant tout le temps que le despotisme ministériel nous en a privé. Convaincu du droit imprescriptible que nous avons à les redemander, il n'a mis aucun obstacle à ce que nos Municipalités, nos Communes s'assemblaient pour les rétablir. Il a vu avec satisfaction le Tiers Etat rentrer dans tous ses droits, & faire équilibre avec le Clergé & la Noblesse; il a applaudi aux généreux sentimens de ces deux premiers Ordres; il n'a rien fait, rien tenté pour altérer



l'union précieuse qui règne dans la Province. Il jouit de la gloire & de la reconnaissance que lui ont méritées ses anciens services, satisfait de nous en rendre encore de nouveaux, en continuant à être le tribunal souverain de la justice distributive, sans que ses importantes fonctions puissent dorénavant être interrompues par les orages & les troubles de l'Administration politique.

Votre Parlement tient une conduite bien différente. Oubliant ce qu'a fait pour lui le Tiers-Etat en 1771 & en 1788, il se déclare pour l'aristocratie des Nobles, parce qu'il est lui-même tout noble, & il invoque contre la Monarchie, des lois établies pour la conserver. Dépositaire infidèle de ces lois, il abuse de leurs termes pour en violer l'esprit. Il ose, dans Arrêt (\*) qui le couvre d'un opprobre éternel, ordonner aux Bretons de continuer à être esclaves : il ose leur interdire le recours direct au Souverain & à la Nation : il ose interdire aux membres d'une famille, de s'assembler pour faire parvenir au pere commun le tribut de leur amour, & leurs justes plaintes contre des usurpations d'autant plus criantes, qu'elles sont plus anciennes : il ose qualifier d'illicites ces Assemblées indispensables, où la liberté gémissante ne fait entendre que les expressions de sa douleur, & ne prononce que les mots de justice, d'union & de patrie : il ose menacer de la sévérité des Ordonnances, les Citoyens des villes, les Habitans des campagnes, qui se réunissent paisiblement sous les auspices d'un Monarque chéri, pour lui demander qu'il brise leurs chaînes, tandis qu'il foment & autorise les attroupemens tumultueux d'une Noblesse dont les cris de ralliement sont, *servitude & oppression*.

(\*) Arrêt du 8 Janvier 1789.

*D'Augusta (Georgie) 2 Mai.*

Traduction du parler, (+) envoyé par les Commissaires, chargés des affaires des Indiens, aux tribus des *Creeks*.

Aux chefs, et guerriers de la nation *Creek*.

Nous avons fixé un lieu pour faire un traité avec vous l'année passée, pour établir entre nous, une paix durable, et que nous puissions encore redevenir un

(+) C'est l'ordinaire, dans les entrevues, qui se tiennent avec les Indiens, d'imiter leurs différens dialectes, et la simplicité de leurs phrases.

même peuple ; vous savez tous la raison pour laquelle il ne s'est pas fait alors.

A présent, nous vous envoyons ce parler pour vous inviter à faire un traité sur vos bords de la rivière *Oconee*, au rocher *landing*. Nous souhaitions vous y rencontrer le 8 de Juin ; mais comme ce jour est si proche, vous ne pourriez pas être tous avertis à temps. Nous vous attendrons donc le 20 Juin.

Nous avons changé le lieu de l'assemblée de l'année passée, afin que vous n'ayez point à vous plaindre ; c'est sur votre propre terrain, et c'est sur ce terrain que nous souhaitons renouveler notre commerce et notre amitié, et écarter tout ce qui a obscurci la voie entre nous.

A présent, nous sommes gouvernés par un Président, qui ressemble au grand roi par-de là les grandes eaux. C'est lui qui commande les guerriers des treize grands feux. Il aura égard aux intérêts de tous les Indiens ; et quand la paix sera établie, il sera votre père, vous ferez ses enfans, et personne n'osera vous faire de mal.

Nous savons que ce sont les terres qui ont été la cause de la dispute, entre vous et les hommes blancs. — Mais nous vous assurons à présent, que nous ne souhaitons plus de nouvelles concessions — nous voulons faire la paix, et nous unir sous notre grand chef-guerrier et Président, qui est le protecteur et le pere de tous les hommes blancs.

Faites attention à ce que nous allons vous dire. Nos marchands sont bien riches. Ils ont des maisons pleines de toutes les bonnes choses que vous aviez coutume d'employer autre-fois ! c'est notre souhait que vous trafiquiez avec eux, et eux avec vous, en amitié.

Notre frère, John Galphin, vous portera ce parler ; écoutez-le, il ne vous dira que la vérité de notre part. Envoyez-nous votre réponse par lui.

Signé            And. Pickens,  
                                 H. Osburne,

Commissaires des Etats-unis, chargés des affaires des Indiens, pour le département méridional.

*Suite de la réponse à la proposition, insérée dans le No. 9, sur la langue Francoise.*

Les étrangers qui veulent apprendre le François ne doivent donc pas s'attacher au style recherché, mais au langage familier, parce que c'est le plus difficile, celui qu'on apprend toujours le dernier. Ceux qui s'at-

trachent au style régulier parviennent toujours à expliquer, mais ils en restent là : rarement ils vont plus loin. La raison en est simple, le langage familier dont le François qui lui parle fait usage, lui est étranger, il ne l'a jamais étudié. Il n'a jamais vu cette phrase dans son Télémaque.

Comment peut-on espérer qu'une personne, accoutumée à entendre et à prononcer des sons depuis son berceau, puisse tout d'un coup se familiariser avec des sons étrangers, qui demandent une étude et un exercice consommé ? (\*)

Il est un principe sûr et invariable pour la prononciation, mais il a été négligé de tous les maîtres qui enseignent ; et cela devoit être, parce que les trois quarts, n'ayant pas surmonté dans la langue Angloise, qu'ils doivent savoir, l'obstacle qui auroit pu seul leur en faire sentir la nécessité, et les mettre à portée de l'enseigner à leurs élèves, ils se sont contentés de leur répéter les sons sans leur donner les moyens de les imiter.

On veut faire prononcer des sons François à un Anglois ; mais cet Anglois n'a pas une bouche François, il faut la lui donner, autrement c'est s'obstiner à vouloir tirer d'un violon, les sons d'une flûte. De ce que ces sons ont quelque ressemblance, il ne faut pas imaginer qu'ils sont les mêmes ; c'est une erreur qui n'échappe pas à une oreille délicate—il est impossible qu'ils soient les mêmes, il n'y a donc pas un seul son Anglois qui puisse se représenter en François, au moyen de l'écriture, quoiqu'en disent les grammairiens. Cette assertion paroîtra peut-être hardie, mais j'espère que l'on ne me condamnera pas s'en m'entendre, je vais le prouver en deux mots. Le François parle avec la langue alongée dans la bouche, l'Anglois l'a retrécie, il est aisé d'entendre que les sons qu'il prononce sont interceptés ; or, l'instrument étant différent, les sons qu'il en tire doivent l'être aussi, il seroit absurde de supposer qu'ils soient les mêmes.

Il faut donc que l'Anglois qui veut apprendre le François commence par ajuster sa langue à la prononciation François ; comme un musicien qui veut imiter un violon, doit prendre un violon, et non pas une basse ; sans cette précaution, les sons seront, devront toujours être différens.

(\*) Il est faux, comme le dit le vulgaire, qu'il soit plus aisé d'entendre parler un François, que de parler soi-même, c'est toujours la dernière chose apprise.

Mais comment cet étranger connoitra-t-il quand sa langue et sa bouche seront d'accord ? Je vais lui en donner un moyen ; toutes les fois qu'il prononce l'i François comme il prononce l'ee Anglois, sa langue est d'accord avec un François ; il en peut tirer les mêmes sons—c'est pourquoi on ne devoit cesser de lui répéter de prononcer toutes les voyelles très-liquides.

Après cela, il y a la pratique ; car ce n'est que la pratique qui le familiarisera dans l'usage de ces sons, mais où la trouver ? il y a peu d'occasions, le peu de mots qu'il hasarde, on ne les entend pas, on les lui fait répéter, il est honteux, cela est décourageant. Tout ce qu'on lui dit dans la conversation est plein d'idiomes ; s'il demande des règles on ne peut lui en donner, la conversation abonde en phrases qu'il est impossible d'analyser. Ne les ayant pas lues, il ne peut les refondre, il ne pourroit les trouver que dans les Gazettes, et les Gazettes Françaises sont rares chez les étrangers.

Enfin, l'usage que demande l'oreille pour s'habituer à tant de différens sons nouveaux, qui frappent ses organes tout-à-la-fois, peut s'acquérir par une longue répétition de ces sons, laquelle lui en rendra par la suite la perception aisée et même naturelle. Mais encore une fois, il faut qu'il en connoisse la théorie, et les Gazettes et journaux peuvent seuls la lui apprendre.

---

*De Londres, le 11 Avril.*

Extrait d'une lettre de Boston, (Nouvel. Angl.)

“ Vivre sans argent, c'est mener une pauvre vie. Voilà cependant ce qui s'est passé depuis quelque temps ; car on n'en peut point tirer de France, et fort peu d'Angleterre. Notre commerce de Londres, de Bristol, de Liverpool, de Cuba, et de la Havanne commence pourtant à le faire couler en abondance. Oui, dans leurs coffres.

*Du même lieu.*

S. A. R. le prince de Galles a essuyé le traitement le plus indigne, de la populace, en allant de Carlton-house à l'opéra Mardi der. et elle a été obligée plus d'une fois de lever sa canne pour se défendre. S. A. R. avoit en quelque sorte prévu ce qui devoit arriver, c'est pourquoi elle prit le parti d'y aller à pied. Nous espérons que S. A. R. n'attribuera pas cet événement à un manque de respect du public pour sa personne.



## De FRANCE.

Le clergé du Vermandois a renoncé, de lui-même, et unanimement, à toutes les exemptions, et à tous les privilèges pécuniaires. Plusieurs autres communautés ont suivi un exemple aussi louable, et aussi généreux.

Le Comte de Mirabeau vient d'être choisi membre des Etats-Généraux, pour la ville d'Aix en Provence, malgré——

L'abbé d'Espagnac a dernièrement prononcé une philippique des plus violentes contre M. Necker, à une assemblée de la ville de *Montfort l'Amours* ; malgré cela, il fut choisi représentant aux Etats-Généraux.

*De Paris, le 30 Avril.*

Il a paru en cette ville, dans le cours de la semaine passée, un ouvrage intitulé, LA PASSION, LA MORT et la RESURRECTION DU PEUPLE. Imprimé à Jérusalem. Cet ouvrage n'a pas fait fortune.

Le nombre des représentans aux Etats-Généraux doit être composé de 1204.

*De George-town, Patowmack, 4 Juin.*

Comme je regardois hier, sur les bords de cette rivière, treize grands bateaux, et ce matin sept, descendant à pleines voiles avec leurs pavillons déployés, la musique jouant, &c.&c. La belle perspective qu'offrit un aussi beau spectacle me remplit de reconnaissance envers une telle entreprise, qui a établi la navigation de ce pays, à plus de 150 milles au de-là de la marée, au travers d'un pays riche et fertile, qui par le nombre de branches utiles, qui s'y exploitent, attire tout le produit dans le grand canal de 40 à 50 milles de chaque côté, en outre des communications proches et commodés qu'elle a avec l'*Ohio*, tout cela formera des nœuds de commerce et d'amitié que rien ne pourra dissoudre.

L'avantage du transport, dans l'âge naissant de cette rivière, épargne déjà de 250 à 300 £. sur la farine que j'exporte tous les ans. Comparez ceci avec l'intérêt du public. Que ne fera-ce pas, quand ce sera accompli ?

*De New-york, le 5 Juin.*

Si M. Morris n'étoit pas sénateur, tous les yeux seroient tournés sur lui pour financier des E. U. Mais quand même son poste de sénateur ne l'en empêcheroit pas, il s'y trouveroit d'autres obstacles.

Les trois candidats sont pour le présent MM. Of-

good, Petit, et Hamilton. Je ne fais lequel est le plus un état d'occuper ce poste, ni s'il en est aucun parmi eux, ne les connoissant point personnellement.

Du même lieu.

Tandis que nos terres se gâtent et deviennent inutiles—nos terres, qui devroient servir à la pâture des moutons—tandis que nous nous privons d'une abondance de laine, que nous tuons nos agneaux pour satisfaire à notre appétit—tandis que nous négligeons la culture du chanvre et du lin, que nous nous épuisons en vaines et inutiles plaintes, répondez, est-ce là prendre les mesures nécessaires pour établir une ferme indépendance ? est-ce là le chemin qu'il faut prendre pour élever et supporter notre caractère national ?

*De Middleton, le 20 Juin.*

Nous apprendrons, du comté de Windham, que le pluie de la semaine passée fit monter la rivière à une hauteur surprenante. Ce débordement a causé beaucoup de dommages au mays dans les terres basses.

*De BOSTON, le 25 Juin.*

Pour que l'on puisse tirer un revenu des impôts, il faut encourager le commerce, dit la Gazette des Etats-unis. Pour encourager nos manufactures, il faut imposer les articles étrangers. Il est possible qu'on rende l'un et l'autre compatibles par la suite, mais peut-être a-t-on besoin de la considération, si un commerce vigoureux et un revenu abondant, seront les effets immédiats d'efforts actuels, pour encourager le commerce et les manufactures. *Jusques là, il a peut-être raison.*

La manie du jour est pour les épreuves, et cela fort mal-à-propos, observe un correspondant, quand on considère la situation présente des Etats-unis. Tous les projets sont suivis de quelque surprise, de quelque retard, de quelque relachement des facultés de l'homme, jusqu'à ce que le résultat en soit connu ; dans un temps où tous les efforts devroient se joindre pour changer la face de nos circonstances, en poursuivant les objets que l'expérience nous indique, qui nous empêche de céder à l'impulsion de la nature, et de faire monter l'Amérique à son point ?

Le premier paquebot de France, depuis le rétablissement, est arrivé à New-york, après 70 jours de traversée.

Le sénat n'a pas approuvé le bill, sur la lotterie, qui avoit passé la chambre des représentans.

**Prix Courans—Prix des Fonds publics—et  
état du change entre Boston et les principales  
villes commercantes de l'Europe.**

••• Les prix annexés aux articles ci-dessous sont  
en chelins. Le chélin, ou fol de Boston, vaut 12 déni-  
ers, le dénier vaut 6 liards de France.

**IMPORTATION.**

<i>Par Livre.</i>	
<b>C</b> AFFE	12. 2d.
Cloux de Girofle	12s.
Corinthes	6d.
Coton	11. 4d.
Indigo de St. Domingue	6s.
Noix de Muscade	40s.
Peaux de Bœuf	3d.
Piment	11. 6d.
Poivre	21. 2d.
Thé {	
Hyson	10s. à 18s.
Souchong	6s. 8d.
Congo	6s.
Bohea	11. 6d.

*Par Quintal de 112lb.*  
Cacao 50 à 54s.

<i>Par Bushel.</i>	
France	11. 1d.
Liverpool	11. 2d.
Lisbonne	11. 6d.
Cadix	11. 6d.
Isles Turques	11. 8d.

*Par Coiffe.*  
Genièvre d'Hollande 20s.

*Par Tonneau.*  
Chanvre de Riga 50l.

Bois d'Acsjou, }  
le pied courant } 4 à 8d.

*Par Gallon.*  
Eaux de Vie de Nantes 3s.

— de Bourdeaux 3s. 2d.

Huile d'Olive 6s.

Esprit de la Jamaïque 3s. 4d.

Rum d'Antigue 3s.

— Isles du Vent 2s. 4d.

Sirop ou Mélassé 11. 5d.

Vin, de {

Malaga 3s.

Oporto 6s.

Fayal 3s.

Teneriffe 3s.

<i>Par Pipe.</i>	
Vin de Madère	40 à 80l.
— de Lisbonne	30 à 32l.
Vin de Bourdeaux,	
par barrique }	3l.

**EXPORTATION.**

<i>Par Livre.</i>	
<b>A</b> NCRES	6d.
Amidon	6d. à 11.
Blanc de Baleine raffiné	2/6.
Beurre	4d.
Cire d'Abeilles	11. 6d.
Chanvre du Pays	6d.
Chandelles de blanc	
de Baleine }	2/6.
do. de Suif, moulées	8d.

Chocolat	11d.
Ginfeng	21. 6d.
Indigo de la Caroline	3s. à 6s.
Jambons	7d.
Lin	6d.

Peaux, de {	
Castor	5 à 10s.
Loutre	15 à 30s.
Renards	5s. à 7s. 6d.
Ours	10 à 18s.
Plumes	11. 2d.
Poudre à Canon	11. 6d.
do. à Giboyer	21.
Savon	6d.
Suif	6d.
Sain-doux ou mantegre	6d.
Sucre royal	11. 6d.
do. en Pain	11d.

*Par Quintal de 100lb.*

de {	
James River	30s.
Rappahannock	30s.
Maryland, jaune	30s.
do. noir	30s.
Caroline	24s.

*Par Quintal of 112lb.*

Cordage	54s.
Morue	15s.
Pain d'Equipage 20 à 21s.	
do. dit de Pilote	24s.
Riz de la Caroline	21s.

*Par Tonneau.*

Acier	50l.
Fer, coulé	22l.
do. en vergés	24l.
Potasse	30l.
Pearl-asse	36l.

*Par Baril.*

Bœuf	42s.
Brai	15s.
Farine {	
Fine pt. net 196lb.	36s.
Commune do.	32s.
Mahi do.	16s.
Goudron	10s.
Poix	15s.
Porc de 218lb. net	60s.
Résine	10s.

*Par Bushel.*

Avoine	11. 6d.
Bled noir	21. 6d.
do. de Turquie ou Mahi	
Froment	6s.
Graine de Lin	41. 6d.

*Par Gallon.*

de {	
Lin	41.
Spermaceti	31. 4.
Baleine	21.
Morue	11. 10d.

*Par Mil de 1200 Pieds.*

Merrain, a {	
Pipe	10l.
Boucauts ou barriq.	6l.
Barils	3l.
Feuillards de 1200 brins	3l.

Le quintal de ce pays

est le même que celui d'An-  
gleterre, & correspond à  
91lb. poids de France &  
d'Hollande.—Le tonneau  
est estimé 20 quintaux de  
112lb.

Le bushel est le même  
que celui d'Angleterre, &  
contient 8 gallons, dont  
deux sont à peu près une  
velte de Bourdeaux.

**EFFETS PUBLICS.**

Comptes arrêtés [final settlements]	41. 10d.	pour 20 shélings.
Certificats du bureau d'emprunt	41. 10d.	
Coupons d'intérêts	31. 1d.	
Ordres sur l'impôt et l'accise	13s.	
Notes de l'armée	51. 9d.	
Ordres en argent	9s.	
Ordres du No. 2 et du No. 3	31. 10d.	
Papier-money de la nouvelle émission du Massachusetts,—5 pour 1.		

*Cours du Change.*

Sur Londres, à 30 J. d'us. 5 par cent au dessus du pair	
Sur do. à 60 do. 4 do.	
Sur do. à 90 do. 3 do.	
Sur France, à 30 do. au pair.	
Sur Amsterdam, à 60 do. au pair.	

A BOSTON, de l'Imprimerie de SAMUEL HALL, Libraire, dans le Cornhill, No. 53,  
où l'on peut se procurer chaque Numéro.—On souscrit, pour le COURIER DE BOSTON,  
chez M. Hall; à Salem, chez MM. Dabney et Cushing; à New-York, chez M. Thomas  
Greenleaf, et John Fenno; à Philadelphie, chez M. Mathew Carey; et chez les prin-  
cipaux Imprimeurs des Etats-Unis.—L'Editeur se fera un plaisir, et même un devoir,  
de recevoir et de traduire tous les morceaux utiles qu'on voudroit lui communiquer  
dans tous les genres, sur-tout sur le commerce.